



Rapport d'activité

2015



RECEP
*Réseau des compétences
électorales francophones*

TABLE DES MATIÈRES

LE MOT DU PRÉSIDENT.....	5
1. L'ADMINISTRATION DU RÉSEAU	6
1.1 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RECEF	6
1.2 UN NOMBRE DE MEMBRES EN CROISSANCE.....	7
1.3 L'ADMINISTRATION DU RECEF PAR LE BUREAU EXÉCUTIF	8
1.4 ÉTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE 2015.....	8
2. LES ACTIVITÉS D'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCE ÉLECTORALE	11
2.1 12 ^E CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES ADMINISTRATIONS ÉLECTORALES.....	11
2.2 SÉMINAIRE INTERNATIONAL D'ÉCHANGES SUR LA SÉCURISATION, LA CENTRALISATION, LE TRAITEMENT ET LA DIFFUSION DES RÉSULTATS ÉLECTORAUX	13
2.3 PROGRAMME DE VISITEURS POUR L'ÉLECTION MUNICIPALE DE CLICHY EN FRANCE	14
2.4 PROGRAMME DES VISITEURS D'ÉLECTIONS CANADA	15
2.5 MISSION D'ÉTUDE ET D'IMPRÉGNATION ÉLECTORALE À L'OCCASION DU 1 ^{ER} TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLE DU BURKINA FASO.....	15
3. UN RÉSEAU EN APPUI AUX ACTIVITÉS DE L'OIF	18
3.1 UN RÉSEAU AYANT UNE EXPERTISE ÉLECTORALE À PARTAGER	18
4. LES ACTIVITÉS DE RÉSEAUTAGE INTERNATIONAL ET DE RAYONNEMENT DES DÉMOCRATIES FRANCOPHONES	19
4.1 LES ACTIVITÉS DE RÉSEAUTAGE INTERNATIONAL.....	19
4.2 LE RAYONNEMENT DES DÉMOCRATIES FRANCOPHONES	21
LES PERSPECTIVES D'AVENIR	25
ANNEXE : LA DÉCLARATION DU RECEF À BRUXELLES	26

LE MOT DU PRÉSIDENT

C'est avec fierté que je vous présente le Rapport d'activité 2015 du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF).

Notre réseau a réalisé de belles activités durant l'année 2015, qui a été marquée par de nombreuses élections.

L'année a commencé en force avec trois événements internationaux qui se sont déroulés du 30 mars au 2 avril à Bruxelles, en Belgique. Lors des deux premières journées, 19 organismes de gestion des élections membres du réseau ont participé à la 12^e Conférence européenne des administrations électorales, qui a regroupé 160 participants en provenance de 50 pays, ainsi que de nombreuses institutions internationales. Le 1^{er} avril, le RECEF a profité de cet événement pour tenir son 3^e séminaire international d'échanges qui portait cette année sur « La sécurisation, la centralisation, le traitement et la diffusion des résultats électoraux ». Ce séminaire a permis des échanges très enrichissants entre les 40 participants représentant 19 institutions membres du réseau, ainsi que plusieurs organisations internationales. Finalement, le 2 avril, les membres ont tenu la 3^e Assemblée générale du RECEF, où les rangs du réseau se sont agrandis avec l'arrivée de huit nouveaux membres, portant maintenant le nombre à 26.



C'est année encore, le RECEF a permis plusieurs échanges de bonnes pratiques, notamment lors de missions d'études à l'occasion des élections du 19 octobre au Canada et du 29 novembre au Burkina Faso.

Le RECEF a entretenu plusieurs partenariats internationaux et il a participé à la 2^e Assemblée générale et à la Conférence internationale de l'Association mondiale des organismes de gestion des élections (A-WEB), qui s'est déroulée du 18 au 21 août en République dominicaine.

Je tiens à féliciter tous les membres qui participent activement aux activités et à l'administration du réseau, contribuant ainsi à son dynamisme. Au nom de tous les membres du réseau, je tiens à remercier sincèrement l'OIF, cette formidable institution internationale qui appuie financièrement les activités du réseau.

Général Siaka Sangaré
Délégué général aux Élections du Mali
et président du Réseau des compétences électorales francophones

1. L'ADMINISTRATION DU RÉSEAU

Le rapport d'activité 2015 du RECEF couvre l'année financière du RECEF, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

Le RECEF est un regroupement international d'administrateurs d'élections de l'espace francophone qui a été créé en août 2011, à Québec. Le RECEF a pour principale mission de favoriser la tenue régulière de scrutins libres, fiables et transparents.

Pour atteindre ce but, il s'emploie notamment à :

- soutenir ses membres, contribuer à leur professionnalisation et à leur développement, et à les accompagner dans la mise en place d'institutions électorales pérennes, neutres, autonomes et indépendantes;
- favoriser le professionnalisme par l'échange d'expériences et de bonnes pratiques;
- promouvoir la pleine participation des citoyens aux scrutins;
- encourager la recherche relative aux élections;
- établir et approfondir des partenariats avec toute institution ayant des fins compatibles avec celles du RECEF;
- réfléchir aux nouveaux enjeux électoraux et aider les membres à y faire face.

1.1 Assemblée générale du RECEF

Le 2 avril 2015, 19 organismes de gestion des élections francophones étaient représentés à Bruxelles lors de la 3^e Assemblée générale du réseau.

Ce fut l'occasion pour les administrateurs de présenter les états financiers et le rapport d'activité de l'année 2014. De plus, la secrétaire générale a déposé deux publications, soit le rapport synthèse sur « La consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections » ainsi que le « Guide pratique pour la consolidation de l'état civil, des listes électorales et la protection des données personnelles ».

Les membres ont examiné le projet de plan d'action 2015 et ils ont voté à l'unanimité une résolution prévoyant de doubler les cotisations des membres à compter de 2016, afin de donner davantage de moyens financiers au RECEF. Les membres ont entériné l'adhésion de huit nouveaux organismes de gestion des élections au sein du réseau, portant le nombre de membres à 26. Les nouvelles institutions membres sont :

- l'Autorité nationale des élections de la République centrafricaine;

- la Commission électorale nationale indépendante de la Mauritanie;
- la Commission électorale nationale indépendante de l'Union des Comores;
- la Commission nationale électorale de Guinée-Bissau;
- la Direction des élections de Djibouti;
- la Commission électorale de la République de Maurice;
- la Commission électorale nationale indépendante du Tchad;
- et l'Instance supérieure indépendante pour les élections de la Tunisie.

Un poste d'administrateur était vacant à la suite de la nomination de la présidente de la Commission électorale nationale indépendante pour la Transition de Madagascar, M^{me} Béatrice Atallah, au poste de ministre des Affaires étrangères de Madagascar. Les membres ont élu à l'unanimité le président d'Elections Cameroon, M. Samuel Fonkam Azu'u, pour la dernière année de ce mandat.

1.2 Un nombre de membres en croissance

Fondé en 2011 à l'initiative de 11 organismes de gestion des élections (OGE), le RECEF compte désormais 26 institutions membres qui sont réparties en Amérique, en Europe et dans toutes les grandes régions de l'Afrique.



1.3 L'administration du RECEF par le Bureau exécutif

Les articles 30,1 et 30,2 des Règlements généraux prévoient que les administrateurs du Bureau sont élus en assemblée générale pour un mandat de deux ans, à l'exception du poste de secrétaire général, qui bénéficie d'un statut permanent au Bureau parce qu'il administre le secrétariat général situé au siège social du réseau. Par conséquent, le mandat des administrateurs s'est amorcé ou a été renouvelé lors de la 2^e Assemblée générale, qui s'est tenue le 21 janvier 2014 à Bamako, au Mali. Ces mandats sont d'une durée de deux ans et ils sont valables jusqu'à la 4^e Assemblée générale qui se tiendra en 2016.

À la suite de la nomination de M. Marc Tschiggfrey à d'autres fonctions dans l'administration publique française, son poste d'administrateur est vacant depuis le 9 septembre 2015. M. René Aboghe Ella assure la vice-présidence depuis ce temps. Voici la composition du Bureau au 31 décembre 2015 :

- Président Général Siaka Sangaré Mali
- Vice-président René Aboghe Ella Gabon
- Secrétaire générale Catherine Lagacé Québec
- Administrateur Marc Tschiggfrey France (vacant depuis le 9 sept).
- Administrateur Samuel Fonkam Azu'u Cameroun

Au cours de l'année 2015, les membres du Bureau se sont rencontrés à six reprises : cinq fois par l'entremise de conférences téléphoniques et une fois lors d'une activité du réseau. Les réunions se sont tenues le 5 février, le 11 mars, le 22 mai, le 9 septembre et le 14 décembre.

1.4 États financiers de l'année 2015

Le RECEF a été en mesure de réaliser les objectifs qu'il s'était fixés pour l'année 2015, grâce à une contribution financière significative de l'OIF et à l'engagement dévoué de ses membres.



Les revenus du RECEF associés aux cotisations des membres pour l'année 2015 s'élèvent à 12 000 dollars canadiens. L'OIF a généreusement mis à la disposition du RECEF une subvention de 57 609 dollars canadiens pour soutenir les activités du réseau.

	\$ canadiens	Euros ¹
Revenus de l'année 2015		
• Solde au 1 ^{er} janvier 2015	12 677 \$	8 500 €
• Subvention 2015 de l'OIF :	57 609 \$	40 000 €
• Cotisations des membres :	12 000 \$	8 000 €
<hr/>		
• Argent disponible 2015 :	82 286 \$	56 500 €
Dépenses de l'année 2015		
• Assemblée générale de du RECEF :	39 549 \$	28 100 €
• Assemblée générale d'A-WEB :	5 816 \$	4 042 €
• Élections au Canada :	2 272 \$	1 527 €
• Congrès de l'AOMF :	225 \$	151 €
• Élections au Burkina Faso :	16 167 \$	11 128 €
• Frais administratifs et bancaires :	1 916 \$	1 300 €
<hr/>		
• Total des dépenses 2015 :	65 945 \$	46 248 €
Solde de l'année 2015		
• Actif net non affecté :	16 341 \$	10 252 €

Bilan des résultats de l'objectif 1 : l'administration du réseau

Résultats attendus	Réalisation
Tenir la 3 ^e Assemblée générale.	L'Assemblée générale a été réalisée à Bruxelles, le 2 avril 2015.
Tenir 4 à 5 réunions du Bureau.	Les administrateurs du Bureau se sont réunis à 5 reprises.
Consulter les membres sur les activités à planifier en 2015 et 2016.	Une consultation a été réalisée en décembre 2014 et janvier 2015.
Diffuser de 3 à 4 infolettres.	Le secrétariat général a envoyé 4 infolettres durant l'année 2015
Déposer le Rapport d'activité 2014 et les États financiers 2013 et 2014 lors de la 3 ^e	Le Rapport d'activité 2014 et les États financiers 2013 et 2014 ont été déposés

¹ Les dollars canadiens sont la monnaie de référence. Les euros sont indiqués à titre informatif seulement.

Assemblée générale.	lors de la 3 ^e Assemblée générale du RECEF, le 2 avril à Bruxelles.
Réaliser des démarches pour obtenir du financement de la Commission européenne.	Le secrétariat général n'a pas été en mesure de réaliser de démarches pour obtenir du financement de la Commission européenne.

2. LES ACTIVITÉS D'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCE ÉLECTORALE

Avec un nombre de membres en croissance et un financement relativement stable, l'année 2015 fut une année de consolidation pour le RECEF. En plus de sa 3^e Assemblée générale annuelle, le réseau a offert plusieurs activités à ses membres. En 2015, le RECEF a connu une année 2015 bien remplie où plusieurs activités d'échange d'expérience électorale ont été réalisées, notamment :

- 30-31 mars Bruxelles, Belgique Conférence européenne des adm. électorales
- 1^{er} avril Bruxelles, Belgique Séminaire international d'échanges du RECEF
- 21 juin Clichy, France Programme de visiteurs | élection municipale
- 17-20 oct. Gatineau, Canada Programme de visiteurs | Élections Canada
- 24 nov. - 2 déc. Ouaga., Burkina Faso Mission d'étude | En collaboration avec l'OIF

Ces quelques activités, que ce soit des séminaires d'échanges des bonnes pratiques électorales ou des missions d'étude et d'imprégnation à l'occasion de rendez-vous électoraux, permettent, à chaque année, de consolider le professionnalisme des organismes de gestion des élections membres du réseau et de consolider les différentes cultures démocratiques de la Francophonie.

2.1 12^e Conférence européenne des administrations électorales

Les 30 et 31 mars 2015, à Bruxelles, des représentants de 19 organismes de gestion des élections membres du RECEF ont participé à la 12^e Conférence européenne des administrations électorales, qui regroupait 160 participants en provenance de 50 pays et de plusieurs institutions internationales. Cet événement a été organisé conjointement par la Commission de Venise et par le Service Élections du ministère de l'Intérieur de la Belgique.

La thématique de cette conférence internationale était : « Assurer la neutralité, l'impartialité et la transparence dans les élections : le rôle des administrations électorales ». Le programme prévoyait une subdivision de cette thématique générale en trois sous-thèmes :

- Les éléments essentiels pour des élections neutres, impartiales et transparentes ;
- La composition et le fonctionnement des organismes de gestion des élections : bonnes pratiques ;

- Les outils complémentaires aux travaux des organes électoraux de gestion : les litiges électoraux, l'observation des élections et la couverture par les médias.

Chacun de ces sous-thèmes comportait des présentations en séance plénière et des ateliers en groupes de travail parallèles.

Parmi les faits saillants de la présence des membres du RECEF à cette conférence, soulignons les présentations en plénière de la Belgique, portant sur : « L'organisation d'élections neutres : l'expérience de la Belgique » et sur les « Bonnes pratiques et nouvelles technologies : le cas belge ». La secrétaire générale du RECEF a également présenté : « Le Directeur général des élections du Québec, au cœur d'un système électoral efficace et transparent », dans laquelle elle présentait également le RECEF et ses activités.

Le président du RECEF a également été le coanimateur d'un groupe de travail portant sur : « L'observation des élections comme facteur clé pour renforcer la transparence et l'impartialité des élections ».

Les conclusions de cette 12^e Conférence européenne des administrations électorales recommandent notamment que les législations nationales prévoient des mesures visant à renforcer le statut juridique des membres des commissions électorales ; soulignent l'importance pour les administrations électorales d'assurer l'égalité des chances entre les candidats ; soulignent l'importance de garantir la transparence et l'efficacité dans le fonctionnement et les méthodes de travail des administrations électorales et soulignent l'importance de l'observation des élections afin de renforcer la transparence et l'impartialité des élections.

Les participants à la 12^e Conférence européenne



Les travaux durant une séance plénière



2.2 Séminaire international d'échanges sur la sécurisation, la centralisation, le traitement et la diffusion des résultats électoraux

Le 1^{er} avril 2015, le RECEF a tenu un important séminaire international d'échanges portant sur : « La sécurisation, la centralisation, le traitement et la diffusion des résultats électoraux ». Cet événement a été rendu possible grâce à la collaboration exceptionnelle du Service Élections du ministère de l'Intérieur de la Belgique et de l'OIF.

Cet événement a regroupé plus de 40 représentants de 19 organismes de gestion des élections de l'espace francophone et d'organisations internationales, telles que : la Commission de Venise, la Commission européenne, le Centre européen d'appui aux processus électoraux, l'Organisation des États américains, l'International IDEA et l'OIF.

Ce séminaire électoral a permis de riches échanges articulés à l'intérieur de quatre ateliers :

- de l'urne à la proclamation des résultats : les principales étapes de la chaîne de transmission des résultats électoraux ;
- l'identification des étapes sensibles, les défis à relever et les meilleures pratiques en réponse à ces défis ;
- les bonnes pratiques pour assurer l'adhésion au processus et l'acceptation des résultats électoraux ; et
- le traitement des résultats et les nouvelles technologies de l'information et des communications.

Afin que l'histoire retienne les discussions de ce séminaire, les délégués ont adopté une Déclaration du RECEF à Bruxelles qui comprend les principales conclusions favorisant la transparence dans la transmission, le traitement et la diffusion des résultats électoraux et l'acceptation des résultats par tous les acteurs politiques.

Le séminaire électoral s'est conclu par une cérémonie de clôture en présence du groupe des ambassadeurs francophones présents à Bruxelles. Cette cérémonie a été gracieusement offerte par l'Ambassadeur du Canada à Bruxelles, le Délégué général du Québec à Bruxelles et le Représentant permanent de l'OIF auprès de l'Union européenne.

Séance de travail du séminaire électoral du RECEF



2.3 Programme de visiteurs pour l'élection municipale de Clichy en France

À la demande de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de la République démocratique du Congo (RDC), le ministère de l'Intérieur de la France a organisé un programme de visiteurs à l'occasion de l'élection municipale du 21 juin à Clichy, petite ville située en banlieue de Paris. Cette mission de quatre représentants de la CENI avait pour objectif de les préparer aux élections locales de la RDC du 25 octobre 2015.

Dans cet événement, le RECEF a agi comme un facilitateur entre deux institutions membres du réseau. L'ensemble du programme de visiteurs a été élaboré et coordonné par le ministère de l'Intérieur de la France et l'ensemble des coûts de la mission a été pris en charge par la CENI de la RDC.

L'observation s'est déroulée dans la commune de Clichy, située en banlieue de la ville de Paris. La mission congolaise a été en mesure de visiter des bureaux de vote durant la

journée et elle a été invitée à assister à la clôture du scrutin à la Mairie de Clichy, où elle a notamment assisté aux opérations de dépouillement et à la proclamation des résultats pour le bureau de vote numéro 1. De plus, la délégation a pu observer la collecte des résultats des autres bureaux de vote de la ville de Clichy, au sein de ce même bureau qui remplit les fonctions de bureau centralisateur.

Cet exemple de collaboration bilatérale entre la RDC et la France est un signal très positif sur les possibilités que peut offrir un réseau comme le RECEF. Le fait de favoriser des rencontres régulières entre les différents organismes de gestion des élections de la Francophonie permet de créer des occasions de collaborations bilatérales entre les membres. Cet exemple mérite d'être cité et répété.

2.4 Programme des visiteurs d'Élections Canada

Du 17 au 20 octobre 2015, à l'occasion de la 42^e élection générale au Canada, Élections Canada a organisé un programme de visiteurs destiné aux administrations électorales des provinces et des territoires du Canada, ainsi qu'à quelques partenaires internationaux. Trois représentants du RECEF étaient présents, en provenance de la Tunisie, du Mali et du Québec.

Cet événement a permis aux participants d'approfondir leurs connaissances du système électoral et politique du Canada et d'échanger sur les bonnes pratiques entre professionnels de l'administration électorale. Le jour de l'élection, le 19 octobre, les participants ont notamment assisté à l'ouverture, à la visite et à la fermeture de bureaux de vote. Le lendemain, le 20 octobre, ils ont assisté à une présentation portant sur le dépouillement judiciaire et ils ont pu échanger leurs observations avec le directeur général des élections du Canada.

Cet événement a été rendu possible grâce au soutien financier de l'OIF et à l'accueil d'Élections Canada.

2.5 Mission d'étude et d'imprégnation électorale à l'occasion du 1^{er} tour des élections législatives et présidentielle du Burkina Faso

Du 25 novembre au 2 décembre 2015, le réseau a réalisé une mission d'étude et d'imprégnation électorale à l'occasion du 1^{er} tour des élections législatives et présidentielle du 29 novembre au Burkina Faso. Cette mission était jumelée à la mission d'information et de contacts réalisée par l'OIF.

Des représentants d'institutions membres du réseau en provenance du Mali, du Cameroun, du Bénin, du Niger, du Tchad et de la République démocratique du Congo étaient présents lors de cette mission.

La participation de membres du RECEF à cette mission d'étude avait pour objectif de permettre une imprégnation de l'administration des élections burkinabè en préparation à plusieurs scrutins qui se tiendront en 2016, notamment au Bénin, au Niger, au Tchad et en République démocratique du Congo.

Lors de cette mission, il a notamment été possible de rencontrer plusieurs acteurs du processus électoral, notamment des partis politiques, des membres de la société civile et des représentants du Conseil constitutionnel et de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Les participants ont également été en mesure d'observer les opérations de vote lors du jour du scrutin, ainsi que la procédure de dépouillement des bulletins de vote.

Cet événement a été rendu possible grâce au soutien financier et la coordination de l'OIF, ainsi qu'à l'excellente collaboration de la CENI du Burkina Faso.

Bilan des résultats de l'objectif 2 : Réaliser des activités d'échanges d'expérience électorale

Résultats attendus	Réalisation
Favoriser la participation de membres du RECEF à la 12 ^e Conférence européenne des administrations électorales.	Des représentants de 19 administrations électorales membres ont participé à cette conférence, qui s'est tenue à Bruxelles les 30 et 31 mars 2015.
Tenir le 3 ^e Séminaire international d'échanges sur le thème : La sécurisation, la centralisation, le traitement et la publication des résultats électoraux.	Le 3 ^e séminaire électoral du RECEF s'est tenu à Bruxelles le 1 ^{er} avril 2015. Il y avait 40 participants de 19 administrations électorales membres et de plusieurs organisations internationales.
Favoriser la participation de membres du RECEF à des programmes d'échanges et d'imprégnation des processus électoraux à l'occasion des élections dans un pays membre.	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de visiteurs à l'occasion de l'élection municipale de Clichy du 21 juin en France. Il y a eu quatre participants en provenance de la RDC. • Programme de visiteurs à l'occasion des élections générales du 19 octobre au Canada. Il y a eu trois participants en provenance du Mali, du Québec et de la Tunisie.

	<ul style="list-style-type: none">• Mission d'étude et d'imprégnation électorale à l'occasion des élections législatives et présidentielle du 29 novembre au Burkina Faso. Il y a eu six participants en provenance du Bénin, du Cameroun, du Mali, du Niger, de la RDC et du Tchad.
--	--

3. UN RÉSEAU EN APPUI AUX ACTIVITÉS DE L'OIF

Le RECEF rassemble 26 organismes de gestion des élections de la Francophonie qui ont à la fois une grande expertise électorale et des défis électoraux à relever. Le réseau est à la disposition de ses membres et il est également à la disposition de l'OIF, qui est une institution internationale incontournable en matière d'appui aux processus électoraux de l'espace francophone.

3.1 Un réseau ayant une expertise électorale à partager

Depuis sa création en 2011, le RECEF a entrepris de se doter d'une banque d'experts électoraux pour soutenir ses activités et mettre à la disposition de ses membres et de l'OIF. Cette banque d'experts compte actuellement cinquante personnes, spécialisées dans différents champs de la gestion des élections. Les institutions membres souhaitant mettre à la disposition du réseau certains experts électoraux de leur institution peuvent transmettre leur candidature au secrétariat général.

Au cours de l'année 2015, le RECEF a référé à quelques reprises des experts électoraux à l'OIF. De plus, le RECEF a été un relai pour diffuser les offres d'emploi du Réseau d'expertise et de formation francophone pour les opérations de paix (REFFOP).

Les experts électoraux du réseau sont également à la disposition des organismes de gestion des élections francophones. Ils peuvent être mobilisés pour répondre à des besoins spécifiques à la demande des pays membres.

Le RECEF réitère à l'OIF et aux institutions membres de son réseau que la banque d'experts électoraux est à la disposition de toutes les initiatives d'appui aux processus électoraux dans l'espace francophone.

Bilan des résultats de l'objectif 3 : Appuyer les activités de l'OIF

Résultats attendus	Réalisation
Appuyer l'OIF à la mise en place et à la consolidation de structures électorales professionnelles et pérennes.	L'OIF a sollicité un expert électoral pour soutenir la CEP d'Haïti. Malheureusement, les experts électoraux identifiés n'étaient pas disponibles.
Réaliser de une à trois mission d'entraide électorale à la demande d'une institution membre.	Le RECEF n'a reçu aucune demande d'entraide électorale de la part de ses membres.

4. LES ACTIVITÉS DE RÉSEAUTAGE INTERNATIONAL ET DE RAYONNEMENT DES DÉMOCRATIES FRANCOPHONES

Un autre volet de la mission du RECEF est de favoriser les activités de réseautage avec d'autres organisations internationales, ainsi que la recherche et le rayonnement du savoir électoral en langue française. Le RECEF s'inscrit ainsi en complémentarité dans l'offre de soutien aux activités électorales francophones et comme un collaborateur des autres organisations œuvrant également à cette fin.

4.1 Les activités de réseautage international

Comme il a été mentionné précédemment, le RECEF a favorisé la participation de ses membres à la 12^e Conférence européenne des administrations électorales, où étaient présents plus de 160 participants en provenance de 50 pays différents, ainsi que de nombreuses institutions internationales œuvrant dans le domaine électoral.

De plus, le RECEF a pris part à la 2^e Assemblée générale de l'Association mondiale d'organismes de gestion des élections (A-WEB) et au 9^e Congrès de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF).

2^e Assemblée générale d'A-WEB

Le 19 août 2015, l'Association mondiale d'organismes de gestion des élections (A-WEB) a tenu sa 2^e Assemblée générale à Punta Cana, en République dominicaine. Près de 200 représentants de 67 organismes de gestion des élections membres étaient présents à cet événement mondial. A-WEB a été créé en 2013 en Corée du Sud, où se trouve son siège social. Cette association a pour objectif de contribuer au développement de la démocratie dans le monde en supportant la conduite d'élections libres, équitables et transparentes. Il y a actuellement 106 institutions membres d'A-WEB.

Le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF), un partenaire d'A-WEB, était notamment représenté par son président, le Général Siaka Sangaré. Plusieurs membres du RECEF ont également participé à cet événement mondial. Un membre du RECEF, M. Barthélémy Kéré, président de la Commission électorale nationale indépendante du Burkina Faso, a d'ailleurs été élu sur le comité exécutif de cette association mondiale.

En marge de cette 2^e Assemblée générale, les 20 et 21 août, les participants ont pu assister à une conférence internationale portant sur « Le rôle et les défis des organismes de gestion des élections pour assurer l'intégrité des élections ».

Les participants à la 2^e Assemblée générale d'A-WEB



Source : A-WEB

9^e Congrès de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie

Les 13 et 14 octobre, un représentant du secrétariat général du RECEF a participé aux travaux du 9^e Congrès de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF), qui se déroulait dans les locaux de l'Assemblée nationale du Québec.

En plus de la participation au programme régulier, des rencontres avec des représentants de l'OIF, de l'AOMF et du Protecteur du citoyen du Québec, l'institution hôte, ont permis de recueillir de l'information et des conseils pour l'organisation de la 4^e Assemblée générale et du 4^e séminaire électoral du réseau, prévus en 2016.

À titre informatif, le 9^e Congrès de l'AOMF a accueilli 86 participants, de 26 institutions membres et de plusieurs institutions internationales. Environ le tiers des participants étaient des femmes.

4.2 Le rayonnement des démocraties francophones

Le rapport synthèse du séminaire sur les résultats électoraux

Comme il l'avait réalisé en 2014, avec la publication du rapport synthèse sur *La consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections*, le RECEF a publié en octobre un troisième rapport synthèse issu de son séminaire électoral de 2015 : *La sécurisation, la centralisation, le traitement et la publication des résultats électoraux*.

Ce rapport se veut une synthèse des nombreuses présentations et des riches échanges qui ont été réalisés lors de cet événement. Il a pour objectif de conserver une trace historique de cet important séminaire et de faire rayonner les riches expériences électorales nationales de l'espace francophone.

Le rapport est articulé autour de quatre chapitres correspondant aux thèmes abordés lors de ce séminaire :

- De l'urne à la proclamation des résultats : les principales étapes de la chaîne de transmission des résultats électoraux ;
- L'identification des étapes sensibles, les défis à relever et les meilleures pratiques en réponse à ces défis ;
- Les bonnes pratiques pour assurer l'adhésion du processus et l'acceptation des résultats électoraux ;
- Le traitement des résultats et les nouvelles technologies de l'information et des communications.

Le rapport synthèse présente également les principales recommandations issues de ce séminaire, qui sont également rassemblées au sein de la Déclaration du RECEF à Bruxelles. En fonction des quatre thèmes du séminaire, voici les principales recommandations du rapport.



Premièrement, il est recommandé de favoriser le développement d'une logistique simple, rapide et fiable pour chacune des étapes de la chaîne de transmission et de diffusion des résultats électoraux.

Deuxièmement, relativement à la sécurité et à la transparence du processus, il est recommandé de réaliser une analyse des risques, de mettre en place des mesures de contingence et de favoriser une formation de qualité pour tous les agents électoraux. De plus, il est recommandé de permettre une totale transparence de toutes les étapes de la chaîne de transmission et de diffusion des résultats électoraux, de façon à éviter les manipulations frauduleuses et ainsi favoriser le développement d'un sentiment de confiance dans le processus chez les candidats et les électeurs.

Troisièmement, relativement à la communication des résultats électoraux, il est recommandé d'élaborer un plan de communication électorale et d'éducation à la démocratie, et d'instaurer une communication permanente et efficace avec les partis politiques. Il faut également favoriser une diffusion concertée des résultats électoraux avec les autres institutions impliquées, ainsi qu'avec les médias.

Enfin, en matière technologique, il est recommandé de favoriser une appropriation nationale des nouvelles technologies de l'information et des communications en matière de traitement et de diffusion des résultats électoraux.

Ce rapport synthèse est disponible gratuitement sur le site Web du RECEF et dans une édition papier.

Le site Internet

Le site Internet du RECEF (recef.org) est une source d'information importante sur les activités électorales francophones. En effet, les *actualités* informent les membres sur les activités du réseau, le *calendrier* indique les activités électorales des pays membres de l'OIF et les *fiches pays* présentent l'information de base sur l'organisation des élections dans les pays membres du réseau.

Le site Web présente également les rapports d'activité, les publications et les déclarations officielles du réseau. Le RECEF publie également un important savoir électoral au sein de sa bibliothèque virtuelle.

La bibliothèque électorale virtuelle

La bibliothèque virtuelle, qui compte plus de 225 titres, est une source de documentation incontournable en matière d'administration électorale dans l'espace francophone. Elle contient des documents de recherche et d'analyse sur différentes problématiques

électorales, les législations électorales et des documents relatifs aux organismes de gestion des élections de la Francophonie.

La bibliothèque virtuelle assure une meilleure circulation du savoir électoral francophone pour l'ensemble des membres, tout en contribuant au rayonnement de la littérature électorale francophone. Elle assure également une libre circulation des nombreuses publications, entre les pays du Nord et les pays du Sud.

Une consultation du site Web en croissance

L'année de son lancement en 2012, le site Web du RECEF avait reçu un peu plus de 2 500 visites en provenance de 81 pays. Dans les trois dernières années, le site a connu une croissance d'achalandage annuelle de 29 %, 39 % et de 26 %, portant le nombre de visites à plus de 6 100 en 2015. Des internautes de 171 pays différents ont consulté le site Web du RECEF depuis sa mise en ligne en 2012.

Le @RECEF_ORG est sur #Twitter

Le 30 mars 2015, le réseau a ouvert un compte twitter ([@recef_org](https://twitter.com/recef_org)) afin de mieux faire rayonner les activités électorales de l'espace francophone. C'est le secrétariat général qui anime le compte du réseau, en conformité avec la politique éditoriale adoptée par le Bureau. Au 31 décembre, le compte Twitter du RECEF comptait 113 abonnés et 302 gazouillis (tweets) avaient été publiés. Suivez-nous !

Bilan des résultats de l'objectif 3 : Appuyer les activités de l'OIF

Résultats attendus	Réalisation
Participer à la 2 ^e Assemblée générale d'A-WEB.	Le président du RECEF a participé à la 2 ^e Assemblée générale d'A-WEB, du 19 au 21 août en République dominicaine.
Se rapprocher du RESAO et du RESEAC pour réfléchir à des activités communes.	Le RECEF n'a pas été en mesure de réaliser d'activités communes avec ses deux réseaux régionaux.
Entretenir les partenariats existants avec ECES, EFEAC et ACE project.	Le RECEF a entretenu ses partenariats avec ECES, EFEAC et ACE projets, en plus de développer de nouveaux contacts avec d'autres organisations internationales, notamment, la Commission européenne, la Commission de Venise, International IDEA, l'Organisation des États Américains (OEA), l'ACEEEO, le PNUD et A-WEB.

Rédaction et publication du Rapport synthèse sur la sécurisation, la centralisation, le traitement et la publication des résultats électoraux.	Le rapport a été rédigé par le secrétariat général du RECEF et publié en octobre 2015 sur le site Web du réseau.
Appuyer la recherche universitaire et/ou la traduction de savoir électoral de l'anglais vers le français.	Aucun projet de recherche n'a été mené en 2015.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Bilan positif de l'année 2015

L'année 2015 a été une année très chargée sur le plan électoral. Le thème du séminaire électoral, qui portait sur « la sécurisation, la centralisation, le traitement et la publication des résultats électoraux », avait notamment pour objectif de favoriser l'échange des bonnes pratiques en la matière.

À l'exception du cas du Burundi, où la CENI a dû organiser des élections dans un contexte politique et social très complexe, les résultats électoraux ont été bien acceptés partout, que ce soit en Guinée, au Canada, en Côte d'Ivoire ou au Burkina Faso.

L'année 2015 du RECEF a été une année de croissance de son nombre de membres et d'un rapprochement auprès d'autres institutions internationales œuvrant également dans le domaine électoral.

Le réseau a su profiter d'élections en France, au Canada et au Burkina Faso pour favoriser la participation de plusieurs de ces membres à des missions d'études et d'imprégnation. La mission au Burkina Faso était notamment la première mission d'imprégnation Sud-Sud.

Perspectives pour 2016

En 2016, le RECEF souhaite poursuivre ses activités en continuité avec ce qui a été réalisé en 2015. L'année 2016 sera également une année où il y aura un grand nombre d'élections importantes dans l'espace francophone, notamment en République centrafricaine, au Burkina Faso, aux Comores, au Niger, au Bénin, au Tchad, au Djibouti, au Gabon, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire et en Roumanie.

Pour consolider les pratiques électorales de ces membres, le RECEF tiendra son 4^e séminaire électoral en 2016. La thématique retenue est celle de la « communication électorale », un aspect fondamental d'une élection réussie.

ANNEXE : LA DÉCLARATION DU RECEF À BRUXELLES

2 avril 2015

Nous, représentantes et représentants des organismes de gestion des élections du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF), réunis à Bruxelles, les 1^{er} et 2 avril 2015 dans le cadre du *Séminaire international d'échanges sur la sécurisation, la centralisation, le traitement et la publication des résultats électoraux* et de la 3^e Assemblée générale du réseau, en présence des représentants de plusieurs autres organismes de gestion des élections (OGE), de l'Organisation internationale de la Francophonie, de l'Organisation des États Américains, de la Commission de Venise, et d'autres partenaires internationaux;

Réitérant notre engagement envers la Déclaration de Bamako adoptée le 3 novembre 2000 dans le cadre du *Symposium sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone* et envers la Déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée le 10 décembre 1948;

Nous appuyant sur les travaux du Séminaire qui contribueront à consolider la gestion des élections et, par le fait même, à développer la confiance des acteurs politiques et des électeurs envers le processus électoral et à l'acceptation des résultats électoraux;

Considérant les échanges de bonnes pratiques qui ont permis d'approfondir les connaissances sur plusieurs étapes de la chaîne de transmission et de diffusion des résultats électoraux, notamment :

- l'identification des étapes sensibles et des défis à relever;
- les meilleures pratiques électorales permettant de répondre aux défis identifiés;
- les stratégies de communication à privilégier pour assurer l'adhésion des acteurs politiques et des électeurs au processus et favoriser l'acceptation des résultats électoraux;
- le traitement des résultats électoraux et leur diffusion à l'aide des nouvelles technologies de l'information et des communications.

Recommandons aux organismes de gestion des élections, aux acteurs électoraux et aux organisations internationales de favoriser :

- une totale transparence de toutes les étapes de la chaîne de transmission et de diffusion des résultats électoraux, de façon à rendre impossibles les manipulations frauduleuses et à favoriser le développement d'un sentiment de confiance dans le processus chez les candidats et les électeurs;
- le développement d'une logistique simple, rapide, sécurisée et fiable pour chacune des étapes de la chaîne de transmission et de diffusion des résultats électoraux;
- l'analyse des risques et la mise en place de mesures de contingence;
- une communication efficace entre l'organisme de gestion des élections, les partis politiques et les citoyens afin que tous soient informés régulièrement de l'évolution du travail de centralisation, de traitement et de diffusion des résultats électoraux;
- une concertation de l'organisme de gestion des élections, des autres institutions responsables de la diffusion des résultats et des médias pour une diffusion ordonnée des résultats électoraux;
- une formation de qualité à tous les agents électoraux qui participeront à l'une ou l'autre des étapes de la chaîne de transmission et de diffusion des résultats électoraux;
- l'élaboration et la diffusion d'un plan de communication et d'éducation à la démocratie portant sur la chaîne de transmission et de diffusion des résultats afin de permettre une bonne compréhension du processus;
- une appropriation nationale des nouvelles technologies de l'information et des communications par l'organisme de gestion des élections.

Exprimons nos sincères remerciements au Service public fédéral Intérieur de Belgique (Service Élections) et l'Organisation internationale de la Francophonie pour leur appui à l'organisation de ces événements qui ont permis aux participants d'échanger sur la sécurisation, la centralisation, le traitement et la diffusion des résultats électoraux.

Fait à Bruxelles

Le 2 avril 2015

Les participants